L'Ã©motion a submergÃ© 37 villes de Turquie aprÃ¨s l'assassinat de Ã–zgecan Aslan, une Ã©tudiante Ã¢gÃ©e de 20 ans, violÃ©e, amputÃ©e des deux mains, brÃ»lÃ©e puis jetÃ©e dans le lit d'une riviÃ¨re par ses agresseurs Ã Ã‡amalan, dans la province de Mersin au sud du pays.

De Trabzon Ã Diyarbakir,Â des milliers de personnes sont sorties dans les rues , de samedi 14 Ã lundi 16 fÃ©vrier, pour dÃ©noncer la recrudescence des violences envers les femmes.Â
Â«Â Nous ne sommes pas en deuil, nous sommes rÃ©voltÃ©sÂ Â»
disaient les affiches brandies par les manifestants. Des appels ont retenti sur les rÃ©seaux sociaux pour que les victimes de viols et de harcÃ¨lement brisent la loi du silence sous le hashtagÂ #sendeanlat (
Â«Â #toiaussiraconteÂ Â»
). Un vent de colÃ¨re a soufflÃ© sur les obsÃ¨ques de la jeune victime, samedi 14 fÃ©vrier Ã Mersin, quand des femmes de l'entourage de la victime, bravant l'interdiction de l'imam, ont portÃ© sa dÃ©pouille au cimetiÃ¨re, une tÃ¢che traditionnellement rÃ©servÃ©e aux hommes.

Â«Â La violence contre les femmes est une plaie ouverte dans notre sociÃ©tÃ© [...],Â *une rupture de la confiance de DieuÂ Â»*
, s'est Ã©panchÃ©, lundi, le prÃ©sident Recep Tayyip Erdogan, tandis que son premier ministre, Ahmet Davutoglu, promettait deÂ
Â«Â briser les mainsÂ Â»
des coupables. Sous le coup de l'Ã©motion, quelques figures duÂ Parti pour la justice et le dÃ©veloppementÂ (AKP, islamo-conservateur, au pouvoir) â€“ le ministre de l'Ã©conomie Nihat Zeybekci, le dÃ©putÃ© Burhan Kuzu, chargÃ© de rÃ©diger la nouvelle Constitution, son collÃ¨gue Ahmet Iyimaya, qui dirige la commission parlementaire pour la justiceÂ â€“ ont Ã©voquÃ© un Ã©ventuel rÃ©tablissement de la peine de mort, abolie en 2004 pour amener le pays aux standards europÃ©ens.

UN PROBLÃˆME DEVENU RÃ‰CURRENT

RacontÃ©e par la presse dans ses moindres dÃ©tails, le calvaire de Ã–zgecan Aslan a jetÃ© une lumiÃ¨re crue sur un problÃ¨me devenu rÃ©current en Turquie, quand la violence infligÃ©e

aux femmes par les hommes n'a cessÃ© d'augmenter ces dix derniÃ¨res annÃ©es.Â L'ONG Â«Â Stoppez les assassinats de femmesÂ Â» dÃ©nombre 255 femmes tuÃ©es pendant les dix premier mois de 2014, contre 237 en 2013.Â Les chiffres citÃ©s parÂ le ministÃ¨re de la justice reflÃ¨tent une courbe inÃ©galeÂ selon les annÃ©esÂ :Â 66 assassinats en 2002, 1Â 011 en 2007, 1Â 126 en 2009, 155 en 2012.

Toutes les ONG en conviennent, le plus souvent, l'assassin est le mari, le pÃ¨re, le beau-pÃ¨re, le fils ou l'amant. La mise Ã mort survient aprÃ¨s une sÃ©paration, par jalousie ou dÃ¨s lors qu'il est question du code de l'Â«Â honneurÂ Â» (*tÃ¶re*) invoquÃ© pour justifier les actes les plus sauvages. C'est ce qui s'est passÃ© le 31 janvier 2015 pour C. I., une jeune fille de 18 ans originaire de Mardin (sud est), qui fuyait sa famille en compagnie de son bien-aimÃ©, Hamdullah, 25Â ans. Des hommes, parents de la jeune fille, guettaient son arrivÃ©e Ã la gare routiÃ¨re d'Istanbul. Le couple, Ã peine sorti du bus, a Ã©tÃ© attaquÃ© Ã coups de couteau. Le jeune homme est mort sur le coup, la jeune femme, griÃ¨vement blessÃ©e, emmenÃ©e Ã l'hÃ´pital. Toute la scÃ¨ne eut lieu en plein jour, sous les regards de centaines de voyageurs.

La violence est en effet prÃ©sente au quotidien. D'aprÃ¨s une Ã©tude faite en 2013 sur les femmes mariÃ©es Ã travers tout le pays, par l'universitÃ© Hacettepe, Ã Ankara, 39Â % des Ã©pouses interrogÃ©es reconnaissent avoir subi des violences physiques, 15Â % confient avoir connu des violences sexuelles, 44Â % dÃ©plorent des violences verbales.

Les associations de dÃ©fense des femmes dÃ©noncent les failles du systÃ¨me judiciaire, plus enclin Ã justifier les hommes qu'Ã protÃ©ger les femmes. L'AKP est montrÃ© du doigt pour les sorties sexistes de ses tÃ©nors. En juillet 2014, le vice premier ministre BÃ¼lent Arinc avait Ã©tÃ© la risÃ©e des rÃ©seaux sociaux aprÃ¨s avoir invitÃ© la gent fÃ©minine Ã Â *Â«Â prÃ©server sa dÃ©cence*
(â€¦),
ne pas rire fort en public et protÃ©ger son honneurÂ Â».

Â«Â UNE POLITIQUE DISCRIMINATOIRE Â»

A Avcilar, un quartier pÃ©riphÃ©rique Ã l'ouest d'Istanbul, oÃ¹ des centaines de militantes fÃ©ministes s'Ã©taient rassemblÃ©es dimanche matin, des accusations ont fusÃ© contre le gouvernement, accusÃ© de mener *Â«Â une politique discriminatoire Â».*

Nombreuses sont les jeunes citadines, indÃ©pendantes et Ã©duquÃ©es, qui dÃ©noncent la tendance des islamo-conservateurs du Parti de la justice et du dÃ©veloppement (AKP) Ã vouloir leur imposer des rÃ¨gles de vie d'un autre Ã¢ge. Comme ce jour du 24 novembre 2014, oÃ¹ le prÃ©sident Recep Tayyip Erdogan a affirmÃ©, citant le Coran, que les femmes ne pouvaient Ãªtre considÃ©rÃ©es comme les Ã©gales des hommes*. Â«Â Notre religion a dÃ©fini une place pour les femmes, la maternitÃ©Â Â»*
, a-t-il expliquÃ© devant les reprÃ©sentantes de l'association Femmes et dÃ©mocratie, dirigÃ©e par sa fille cadette Sumeyye.

La politique familiale de l'AKP s'est vite heurtÃ©e aux rÃ©ticences des associations de femmes. Un projet de loi, visant en 2012 Ã ramener le dÃ©lai lÃ©gal de l'avortement de dix Ã quatre semaines, a du Ãªtre abandonnÃ© face au tollÃ©. RÃ©guliÃ¨rement, le chef de l'Etat recommande aux femmes de donner naissance Ã trois enfants, au minimum.

A quatre mois des lÃ©gislatives, l'assassinat de la jeune Ã©tudiante a attisÃ© les rÃ¨glements de compte politiques. *Â«Â L'AKP est arrivÃ© au pouvoir en arguant que la moralitÃ© avait pris un gros coup* [...], *mais la dÃ©mocratie et la morale ont perdu beaucoup de sang ces derniÃ¨res annÃ©esÂ Â»* , a critiquÃ© dimanche Kemal KiliÃ§daroglu, le prÃ©sident du Parti rÃ©publicain du peuple (CHP, social-dÃ©mocrate, opposition).

Lundi au Parlement, la dÃ©putÃ©e du CHP pour Mersin, Aytug Atici, a renouvelÃ© la charge contre les islamo-conservateurs, critiquÃ©s pour leur piÃ¨tre bilan en matiÃ¨re de droits des femmes. La Turquie prÃ©side actuellement le G20, le club des pays les plus riches du monde, dont l'un des buts dÃ©clarÃ©s est de rÃ©duire le fossÃ© qui existe entre les femmes et les hommes, notamment en matiÃ¨re d'emploi, un secteur oÃ¹ les femmes turques sont peu reprÃ©sentÃ©es (29Â % des actifs).

Source: LeMonde